Présent soviétique et passé russe



Alain Besançon

Pluriel
Inédit

329

Présent soviétique
et passé russe

23-24

319
b/88

16°Z
10387
(8487)

Collection *Pluriel*
dirigée par Georges Liébert

ISSN 0296-2063

ALAIN BESANÇON

Présent soviétique et passé russe

Nouvelle édition
revue et augmentée

HACHETTE

DI - 12-11-1986 - 31072

Alain Besançon, né à Paris en 1932, directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences sociales, enseigne l'histoire de la culture russe. Il est également l'auteur de :

Le Tsarévitch immolé, Paris, Plon, 1967.

Andreï Amalrik, l'Union soviétique survivra-t-elle en 1984 ? Édition et préface, Paris, Fayard, 1970. Nouvelle édition, augmentée de textes inédits de A. Amalrik et d'une postface de A. Besançon, « Pluriel », 1977.

Entretiens sur le Grand Siècle russe et ses prolongements, en collaboration avec Wladimir Weidlé et d'autres, Paris, Plon, 1971.

Histoire et expérience du moi, Paris, Flammarion, 1971.

Éducation et société en Russie, Paris, La Haye, Mouton, 1974.

L'Histoire psychanalytique, une anthologie, Paris, La Haye, Mouton, 1974.

Être russe au XIX^e siècle, Paris, A. Colin, 1974.

Court Traité de soviétologie à l'usage des autorités civiles, militaires et religieuses, Paris, Hachette, 1976.

Les Origines intellectuelles du léninisme, Paris, Calmann-Lévy, 1977.

La Confusion des langues, Paris, Calmann-Lévy, 1978.

Anatomie d'un spectre. L'économie politique du socialisme réel, Calmann-Lévy, 1981.

Courrier Paris-Stanford (avec Jean Plumyène), Julliard, 1984.

La Falsification du bien. Soloviev et Orwell, Julliard, 1985.



© Librairie Générale Française, 1980, à l'exception du *Court Traité de soviétologie...*, de l'*Éloge de la corruption en Union soviétique,* Hachette, 1976 et de *Anatomie d'un spectre,* Calmann-Lévy, 1981.

Sommaire

Préface 7

I. — La Russie au XIX^e siècle 21

II. — La Russie et l'esprit du capitalisme 51

III. — Comment la Russie a pensé au peuple . 83

IV. — Présent soviétique et passé russe 103

V. — De la difficulté de définir le régime soviétique 133

VI. — L'Empire russe et la domination soviétique 161

VII. — Court traité de soviétologie 177

VIII. — Éloge de la corruption en Union soviétique 289

IX. — Soljénitsyme à Harvard 319

X. — Anatomie d'un spectre 351



Préface

Il y a des raisons civiques pour rassembler des textes dont la rédaction s'est échelonnée sur une douzaine d'années. Pendant cette période, l'U.R.S.S. n'est pas sortie de notre actualité et, dans les années qui viennent, elle risque de s'y manifester de bien des manières dont quelques-unes peuvent être pesantes. Il est donc utile de contribuer à la réflexion sur cet important sujet.

Moins utile toutefois qu'il y a douze ans, car la France a pris méritoirement conscience de réalités assez difficiles à assimiler. Pendant une génération, la poignée de Français qui se firent un devoir d'informer leurs compatriotes de ces affaires furent relégués dans les marges obscures de la vie intellectuelle. Pour ne prendre qu'un exemple, la postérité s'étonnera que Boris Souvarine, qui fit paraître en 1935 un livre fondamental*, n'ait pas eu droit, c'est le moins qu'on puisse dire, à la reconnaissance publique. Un prélat à qui j'offrais mon *Court traité de soviétologie* eut un recul, hésita à prendre dans ses mains ce dangereux libelle et, affreusement gêné, murmura en rougissant : « Mais n'est-ce pas polémique ? » C'était en 1978, quatre ans après la parution de *L'Archipel du Goulag*. A cette date, une telle réaction n'était plus typique. En effet, sous l'avalanche des informations, l'opinion publique

* *Staline*, Aperçu historique du bolchevisme, nouvelle édition, Champ Libre, 1978.

a commencé à soupçonner la vérité et à concevoir une vague appréhension. Soljénitsyne a fait tomber les murailles de l'indifférence, de l'ignorance volontaire, de la bienséance universitaire. Il a posé les faits. Zinoviev a proposé une interprétation. Nulle part ils n'ont été reçus avec autant d'éclat, de sincérité qu'en France. Sans doute le terrain était-il miné, mais d'un seul coup il s'est effondré. La librairie française qui ne diffusait pratiquement sur l'U.R.S.S. que des livres respectueux ou bienveillants, fit volte-face et vendit, souvent à grand tirage, les livres des dissidents. Ceux-ci, qui n'étaient qu'une poignée, n'ont pas réussi à changer leur pays, mais ils ont obtenu ce résultat, considérable et fort dangereux pour eux-mêmes, de modifier en profondeur l'image que l'Occident s'en faisait. La presse a suivi. *Libération* a reçu généreusement les témoignages des dissidents et n'a pas peu contribué à dissocier deux options politiques accouplées depuis un demi-siècle, l'extrême gauche et le prosoviétisme. *L'Express* et *Le Point* ont entrepris une sérieuse et méthodique rééducation de l'opinion publique. A en juger sur ce qui est publié, on dirait que l'opinion française est actuellement mieux informée que l'opinion américaine.

Toutefois il y a une exception : le secteur d'Etat, entendu au sens large. Les manuels scolaires d'histoire et de géographie présentent souvent l'U.R.S.S. comme *L'Humanité* n'oserait plus le faire. Il y a convergence de plusieurs causes.

1. L'ignorance des auteurs, qui dépendent encore quelquefois des manuels écrits en français sous le stalinisme par des staliniens.

2. L'académisme, c'est-à-dire une timidité dans la recherche ou l'expression de la vérité, à cause de considérations sociales. L'académisme a toujours été fort dans le monde universitaire. Il empêchait de

croire ou d'écrire les horreurs qu'impliquait le sujet. Orienté à gauche, ce monde ne pouvait pas ne pas faire bénéficier l'U.R.S.S. d'un traitement de faveur qu'il refusait aux régimes « fascistes » mais tout aussi bien aux Etats-Unis.

3. La pression du parti communiste. Celui-ci se rallie depuis peu, mais sans le dire, à une position trotskyste envers l'U.R.S.S. : elle est « socialiste », mais déformée. En même temps il veille à ce que les manuels, en principe neutres et objectifs, cessent de l'être en ce qui concerne ce même pays, cela au nom de la lutte contre l'*antisoviétisme*. Si ce principe est appliqué, il n'est en effet pas question de dire la vérité sur l'U.R.S.S. Où pourrait-on fourrer les quarante millions de morts ? Le Parti se réserve ainsi dans ses propres publications le bénéfice de la critique, mais il l'interdit aux historiens et géographes « bourgeois » et les force à tenir des positions que lui-même a dû abandonner. Enfin l'Etat se satisfait de cet euphémisme et préfère qu'on ne s'en écarte point. La conjonction entre la « base » communiste et les directives gouvernementales font que la télévision et la radio gardent, sauf accident, le silence sur ce qui pourrait ternir les « relations privilégiées » que nous avons avec l'U.R.S.S., attrister « l'amitié des peuples » et compromettre la « détente ».

Il y a plusieurs raisons à cette attitude de l'Etat français*.

---

* Ce serait un autre propos que de traiter les raisons proprement politiques et tenant à la conjoncture intérieure française qui concourent à ce que l'on serait parfois tenté d'appeler l'esprit de collaboration, et qui pourrait tourner, si les circonstances le permettaient, à une collaboration effective. Pour les communistes... *no comment !* Pour les socialistes, il faudrait analyser les conséquences de leur alliance électorale avec les communistes et de l'apparition en leur sein d'un courant néo-léniniste. Pour les gaullistes, il faut tenir compte des traditions qui remontent à la guerre, quand de Gaulle réintégra

La plus importante est un rapport de forces défavorable. Dans la classe politique européenne, hardis sont aujourd'hui ceux qui osent critiquer le régime soviétique comme tel. Les Anglais le font encore, au pouvoir et dans l'opposition. En Allemagne, le pouvoir ne s'y risque guère, mais parfois encore l'opposition. En France ni le pouvoir ni l'opposition. On se borne à affirmer le droit à la coexistence de deux régimes « différents », mais l'honorabilité de l'un et de l'autre n'est pas contestée et s'établit sur des bases égales.

Or c'est justement ce que réclame l'U.R.S.S., et c'est par ce biais qu'elle contrôle ce qu'on dit d'elle. Le communisme n'est pas une organisation économique : à cet égard, il se contente d'être une désorganisation. Il n'est pas non plus un régime proprement politique, si l'on désigne ainsi un rapport stable et accepté entre les gouvernants et les gouvernés. Les gouvernants donnent des ordres inexécutables, ce en quoi ils ne gouvernent pas, et les gouvernés tâchent de survivre en faisant semblant d'obéir, ce pourquoi ils ne sont pas gouvernés. Le communisme est l'ensemble des moyens par lesquels le Parti force ceux qui sont sous son pouvoir de dire le contraire de ce qu'ils pensent en attendant de penser le contraire de ce qu'ils pen-

---

les communistes dans la vie politique et syndicale afin d'accomplir son dessein d'union nationale et d'élargir sa base de légitimité. Brochant sur le tout, le nationalisme français se trompe volontiers d'ennemi et se nourrit d'un anti-occidentalisme hier profitable aux Allemands contre les Anglais, aujourd'hui aux Russes contre les Américains — sans oublier les profonds calculs de quelques Norpois du Quai d'Orsay qui veulent qu'on soit les amis des ennemis de nos amis. Il y a aussi sans doute des raisons politiques qui font que le parti actuellement au pouvoir, tout en étant conscient du péril soviétique, croit devoir parler le langage de la « détente ». Je ne veux traiter dans ce recueil que des raisons *intellectuelles* d'une telle attitude.

sent. Faire déclarer à ses sujets qu'ils vivent sous le « socialisme », à défaut qu'ils le « construisent », est la tâche fondamentale du gouvernement soviétique depuis 1917, à laquelle sont ordonnées toutes les autres, y compris les tâches matérielles. En politique extérieure, pareillement, l'objectif principal est de se faire reconnaître par la société internationale comme « socialiste », ce qui implique qu'elle se désigne elle-même comme « capitaliste », qu'elle entre dans la vision dualiste du marxisme-léninisme, qu'elle reconnaisse l'honorabilité essentielle de l'U.R.S.S. et consente à mettre en doute la sienne propre.

Une fois que l'U.R.S.S. s'est fait reconnaître honorable (et cela est tacitement accordé depuis la deuxième guerre mondiale), elle réclame d'être tenue pour *amicale*. C'est le stade de l'amitié des peuples. Enfin elle demande à être reconnue pour *alliée* et garante de l'indépendance nationale. Le pays qui y consent se retrouve *ipso facto* dans le « camp socialiste » pour être rapidement promu au rang de « pays frère ». Ce processus en trois étapes est inscrit, selon les Soviétiques, dans les lois objectives de l'histoire et c'est les réaliser que de leur obéir. L'Afghanistan qui était pourtant lié à l'U.R.S.S. par un « traité d'amitié » n'a pas été dispensé d'un coup d'Etat ni d'une aide fraternelle parce que le troisième stade tardait à s'accomplir. C'est ainsi que le régime soviétique s'efforce, depuis le 7 novembre 1917, d'acquérir ce qui lui est absolument nécessaire pour exister, perdurer, s'étendre : la légitimité.

On conçoit que les gouvernements européens confrontés à des difficultés de tous genres et conscients de leur infériorité militaire perdent peu à peu les moyens de résister à l'insistance soviétique sur ce point essentiel. Il se peut que la France ait encore les moyens politiques de procéder à une modernisation

de ses forces armées. On doute qu'elle les ait encore pour refuser à M. Brejnev ou à son successeur la considération à laquelle doivent renoncer M. Pinochet et S.M. Bokassa. Du point de vue de l'U.R.S.S. cette légitimation progressive et forcée auprès des Etats non socialistes est le test le plus sûr de son pouvoir et l'index le plus précis de la marche du socialisme vers les frontières de l'univers.

Mais du point de vue occidental ? Il est surprenant que nos gouvernements ne semblent pas apercevoir l'enjeu de cette pression ou plutôt la placent ailleurs qu'elle n'est. Sensibles à la menace militaire, voire à la menace politique, ils n'attachent pas d'importance aux concessions qu'ils font dans le seul domaine où le régime soviétique veut à tout prix régner, et le seul où il réussisse à exister, celui des mots. Ils croient laisser l'ombre pour la proie, échanger des paroles vides contre des avantages matériels. Or il n'y a de proie, pour le régime soviétique, que l'ombre et l'on s'aperçoit vite qu'on a finalement échangé des avantages vides contre des paroles quasi « matérielles » dont on ne peut plus se débarrasser. Il est d'ores et déjà plus facile au gouvernement français de construire un sous-marin atomique supplémentaire que d'expliquer publiquement contre qui il est construit et pour quelles raisons vitales on pourrait avoir un jour à s'en servir. Il se peut même que, cédant à la plus grande pente, il acquière le droit de construire un sous-marin contre un surcroît de légitimation et d'honorabilité accordé à l'Etat même contre lequel il prétend se prémunir et perd un peu plus le droit de se défendre.

Mais il semble quelquefois que nos gouvernants aillent d'eux-mêmes au-devant de cette concession. C'est spontanément que de Gaulle prononça la formule fameuse qui définit la charte de nos rapports avec l'Est : *détente, entente, coopération,* se calquant à son insu sur les trois étapes de la légitimation exigée par les Soviétiques, lesquels s'empressèrent de

comprendre la formule dans leur sens afin de nous y enfermer. Il faut donc qu'il y ait à l'origine de cette démarche un vice de raisonnement, un défaut dans l'analyse.

Nos gouvernants subissent deux influences intellectuelles tout opposées mais qui agissent concurremment pour occulter leur vision de l'U.R.S.S. La première est un reste de marxisme, passé à l'état de vulgate inconsciente, ou, comme l'a écrit Sartre avec une sinistre justesse « d'horizon de notre culture ». Ce marxisme vague s'offre souvent sous la forme d'une sorte de saint-simonisme. Devant ce qu'ils imaginent être le défi soviétique — croissance, planification, conduite rationnelle de l'économie — nos administrateurs régressent volontiers en deçà du marxisme vers le saint-simonisme originel de l'Ecole polytechnique ou de l'E.N.A. Cela crée des liens avec une administration qu'ils se figurent à leur image. Cela les porte à valoriser les fameux objectifs « économiques et sociaux », pensant sincèrement que leurs partenaires soviétiques ne s'en proposent pas d'autres. Les mots ainsi sont dévalués au profit des « réalités ». Mais ce saint-simonisme latent qui correspond à la partie de leur âme située « à gauche » se combine fort bien avec une théorie de l'U.R.S.S., celle-là ancrée dans la partie située « à droite ».

Selon cette théorie, l'U.R.S.S. est le successeur de l'empire des tsars. Elle est la Russie éternelle dont parlait de Gaulle, mais déjà Churchill et encore Kissinger. Le socialisme n'est qu'un avatar temporaire d'une essence permanente, la nation russe. La plupart de nos dirigeants ont adopté cette manière de voir. Elle sous-tend l'espoir déçu depuis soixante ans mais inextinguible d'une « normalisation » du régime soviétique. Elle soutient les tentatives également sexagénaires de faire entrer l'U.R.S.S. dans un ordre international stable, dans le concert des puissances. Elle justifie les concessions politiques et les cadeaux économi-

ques par lesquels on croit atteindre un jour ce double but et qui ne conduisent qu'à s'en éloigner.

Le danger de cette théorie c'est qu'elle a l'air vraie tout en étant radicalement fausse. Dans l'histoire des sciences il n'y a rien de pire que la vérisimilitude des hypothèses erronées. Custine a causé un dégât incalculable en donnant de la Russie tsarienne une description qui s'applique de façon presque irrésistible à l'U.R.S.S., surtout quand celle-ci est contemplée depuis les balcons de l'ambassade de France. L'intention première des articles ici rassemblés est de mettre en garde contre cette fallacieuse assimilation. Il n'y a plus beaucoup de gens pour croire au « socialisme ». Mais l'effritement de la vision « socialiste » profite à la vision « impériale » ou « russe » de l'U.R.S.S. On croit avoir touché le terrain du réel, déchiré le voile de l'illusion en oubliant qu'il n'est pas d'illusion plus trompeuse que celle qui se prend pour une désillusion. L'homme d'Etat, dans sa volonté de disqualifier la phraséologie et de promener sur le phénomène soviétique un œil froidement machiavélien, ne sait pas qu'il court, du fait même de son effort vers le réalisme, le plus grand danger d'être berné.

Sur le point de la légitimité, la vision « russe » a les conséquences suivantes. On affecte de ne pas prendre au sérieux le caractère « socialiste » de l'U.R.S.S. Mais l'honorabilité qui lui est retirée sous ce chapitre lui est rendue avec usure en sa qualité d'héritière de la Russie impériale. Elle lui est rendue si bien qu'on accepte d'entrée de jeu de lui donner ce titre de socialiste, auquel elle tient tant, pour lui faire plaisir et faciliter les relations. Ce n'est pas plus grave, pense-t-on, que de passer par les fantaisies de la cour d'Istanbul ou d'Ispahan comme on le faisait au XVII^e^ siècle. « Socialisme » fait partie d'une titulature locale et pittoresque au même titre que « Grand Seigneur » ou « Roi

des Rois ». Il n'y a pas d'inconvénient à la concéder puisque, aussitôt, on se retrouve sur le terrain immémorial des relations entre Etats, difficiles parfois mais n'offrant rien de nouveau sous le soleil. Ainsi cette légitimation que demande l'U.R.S.S. lui est offerte moyennant cette légère restriction mentale que la légitimité se trouve ailleurs, dans l'Empire russe sous-jacent au régime communiste, mais là qu'elle est parfaitement fondée. L'U.R.S.S. accepte d'entrer dans le jeu à condition de le prendre au sérieux et même à la lettre. Elle acceptera tout ce qu'on lui offre en tant qu'Etat mais pour le porter au compte de ce qui enveloppe l'Etat, le domine, l'utilise, le subordonne, à savoir le « socialisme ». Au terme, la légitimation ainsi obtenue aboutit au même point : à la dénier à ceux qui l'ont offerte. La légitimité socialiste découle de l'idéologie marxiste-léniniste comme de sa source unique. Elle est exclusive de toutes les autres. Au bout de soixante ans l'U.R.S.S. persiste à considérer ses partenaires comme des adversaires, comme des Etats de fait et non de droit. Le fait n'a même pas la stabilité qui permettrait un concert des puissances : l'idéologie garantit que le fait est provisoire et oblige à le déstabiliser. Ce à quoi s'emploie le gouvernement soviétique.

L'illusion du réalisme consiste à voir la réalité où elle n'est pas. Puisque l'idéologie n'est que du vent, que le socialisme est une chimère, il faut donc qu'il y ait en dessous quelque chose de subsistant et ce serait la Russie, ses traditions, son peuple, son empire. Hélas, cette Russie n'est pas le terrain solide sur lequel on puisse bâtir une politique. Au contraire il se dérobe et l'on s'aperçoit que la Russie est à cet égard un écran, un mirage et comme la trappe qui dissimule le vide du socialisme et le néant de l'idéologie. Or c'est ce vide et ce néant qui sont actifs et attirent à soi toute la terre.

Penser le néant n'est ni agréable ni facile. Pas plus que la mort il ne se laisse regarder fixement. Les textes rassemblés ici forment autour de lui une sorte de ronde, mais à une certaine distance du centre inatteignable. Un mot sur chacun.

La Russie au XIX^e siècle est un aide-mémoire. Il peut être utile, comme base historique, à ceux à qui a été enseignée la légende d'une Russie table rase sur laquelle les bolcheviks auraient eu tout à construire. Bien plutôt, ils ont eu tout à détruire.

La Russie et l'esprit du capitalisme décrit la difficulté qu'éprouvent les nations à entrer dans la modernité économique si elles s'y essaient trop tard et sans en avoir en elles-mêmes les germes. La recherche désespérée des *raccourcis* est un aspect important du drame russe, puis soviétique, avec cette différence que l'Ancien Régime jetait les bases d'une société civile et que le Nouveau l'a détruite.

Présent soviétique et passé russe veut donner une solution d'ensemble au difficile problème de la relation de l'U.R.S.S. à son passé. La plupart des historiens se déclarent pour la continuité. Quelques-uns pour une discontinuité. Je suggère une théorie qui rend compte à la fois d'une fixité et d'une rupture également anormales.

A cet article se rattachent *Comment la Russie a pensé au peuple* (le sort de cette notion sous l'Ancien et le Nouveau régime), *L'empire russe et la domination soviétique* (pas de continuité entre l'un et l'autre) et *De la difficulté de définir le régime soviétique* qui montre que ce régime n'est pas réductible aux catégories de la philosophie politique classique, pas même à celle de « tyrannie » ou de « despotisme ».

Le *Court Traité de soviétologie* est né d'une lettre un peu longue écrite à un ami étranger qui me demandait de lui expliquer comment fonctionnaient ce pays et ce régime. Il a été écrit en 1975, traduit en russe et mis en circulation dans le *samizdat*. La « détente » était alors euphorique. Depuis, j'éprouve la satisfaction désolée de constater que les choses ont évolué de manière à rendre cet opuscule plus actuel et non à l'enterrer comme il eût été souhaitable.

Les deux textes suivants aventurent un coup d'œil sur l'avenir. L'*Éloge de la corruption en U.R.S.S.* est la préface à un manuscrit qui m'était arrivé en *samizdat*. Cet éloge est modéré parce que la corruption n'est pas capable à elle seule de liquider ce régime qu'elle renforce tout en l'affaiblissant. Mon commentaire du discours prononcé à Harvard par Soljenitsyne est un hommage à ce grand homme. L'inquiétude où me jettent certaines de ses positions, les critiques que je lui adresse témoignent du sérieux de mon admiration.

Pour cette réédition, on a ajouté un essai paru en 1981 qui porte sur l'économie politique du monde soviétique. A la lecture des ouvrages publiés par les économistes occidentaux sur l'U.R.S.S., je suis souvent saisi par un sentiment d'irréalité, bien que je ne sois pas un économiste (ou parce que je n'en suis pas un), sur la simple base de mon expérience générale du pays. L'économie politique classique ne s'applique pas. Ou bien ce monde est sans économie (une politique en tenant lieu) ou bien il obéit à des lois économiques, mais dont il faut reformuler les principes et reforger les concepts. J'ai essayé d'imaginer ce que pouvait être l'économie d'un pays soumis au régime du « socialisme réel » : déduction abstraite, à partir d'un postulat difficile à concevoir. L'entreprise ressemble de loin aux constructions des géométries non euclidiennes. Il semble que le modèle déduit ne soit pas tellement

écarté de la réalité empirique puisque mon texte a été immédiatement traduit dans le samizdat russe, polonais, vietnamien. Ce qu'on sait de l'évolution économique depuis cinq ans ne paraît pas avoir infirmé la vision générale de mon essai.

Ce n'est que sur le système soviétique qu'on peut se risquer à des déductions de ce genre. Sur tout pays normal, existant naturellement, dans sa complexité infinie, ce serait folie. Mais le système soviétique, parce qu'il est suspendu à une idée abstraite simple, le socialisme, indéfiniment aux prises avec une réalité rebelle, tourne dans un cercle étroit et obéit à des mécanismes anormalement simples. A partir du même postulat, on peut reconstruire *more geometrico* la politique intérieure, le système des relations internationales, le système des beaux-arts, celui de l'éducation (comme a fait W. Berelowitch), du langage (comme a fait Françoise Thom). Mais ce postulat est difficile à saisir car la notion de « socialisme » s'évanouit quand on la scrute attentivement. Il n'est pas conforme aux habitudes des économistes de concevoir un système qui n'a pas pour but la production des richesses, ni même l'attribution des richesses à la couche dominante, mais la construction du « socialisme » c'est-à-dire, en dernière analyse, du néant.

Alain Besançon, *août 1986.*

I

La Russie au XIX[e] siècle*

* Texte paru dans *Les Hommes d'Etat célèbres*, vol. V, sous la direction de François Crouzet, Paris, 1975, éd. Lucien Mazenod, pp. 270, 280.

La Russie, depuis très longtemps, avait fait partie du système d'Etats de « l'Empire des Steppes ». Elle réussit, sous Pierre le Grand, à entrer dans le système international des Etats européens, auxquels elle est pourtant incomparable par la taille et les mœurs. Située à la périphérie des centres civilisateurs, elle apparaît à l'Europe, à la Chine et même à l'Empire ottoman comme une vaste zone de pauvreté matérielle, d'indigence morale, de nullité culturelle. Ce n'est pas ce qui préoccupe au XVIII[e] siècle les souverains pétersbourgeois. Leur crainte est d'être faibles et ils subordonnent tout à la considération de puissance. Ils comprennent que l'archaïsme social russe peut se combiner avec un rattrapage technique localisé à la chose militaire et soutenir la création et l'entretien d'une armée redoutable. Ainsi, la Russie fut capable non seulement d'écraser définitivement le vieil adversaire turc, mais encore les trois grands conquérants qui eurent le malheur de se mesurer à elle, Charles XII, Frédéric II et Napoléon.

Cette dernière victoire fut en un sens une infortune. L'Autriche et la Prusse avaient su tirer parti de leurs échecs et faire lever une moisson après les labours napoléoniens. Elles avaient fait sauter le verrou qui leur barrait le chemin d'une évolution de type occidental, le servage. Au contraire, la Russie avait vu dans l'écrasement de ces grandes armées le succès suprême

de sa propre recette de développement qui fondait, sur une aggravation du servage et sur l'assujettissement de toutes les catégories sociales, la modernisation de l'Etat et le développement de la puissance nationale.

C'est ainsi qu'au moment même où tout ce qu'il y avait en Russie d'européanisé espérait participer quelque peu aux affaires et continuer dans la paix l'œuvre unanime de 1812, Alexandre revint au modèle strict du développement bureaucratique et lui associa le caractère sacré de l'autocratie.

Quelques années plus tard, à la mort de l'empereur et à l'occasion d'une succession embrouillée, éclatait l'insurrection décembriste. Ce n'était pas, malgré les apparences, une révolution de palais menée par quelques régiments privilégiés, comme il s'en était produit plusieurs au siècle précédent. Le décembrisme se rattache aux idées occidentales, que ces officiers n'ont pas lues mais qui leur parviennent dans le halo du *Zeitgeist*. Ils forment bien la branche la plus excentrique de cette internationale du « romantisme de gauche » qui a déjà ses morts, Riego, ses vainqueurs, Bolivar et Ypsilanti. Ils furent vaincus, mais non pas exterminés ; l'eussent-ils été, comme la tradition russe l'autorisait, le mouvement eût laissé moins de traces. Souffrant en Sibérie, baignés des larmes de leurs charmantes épouses, ils nourrissaient un foyer de légende.

Qui étaient-ils ? De très jeunes gens, ce qui explique le caractère adolescent, ludique, voué à l'échec de leur conspiration. Mais ils appartenaient à la plus haute noblesse, au produit des meilleures institutions d'éducation. Pour le gouvernement, c'était une chose effrayante que ce passage à l'ennemi des futurs cadres de l'Empire. Le décembrisme ouvrait un fossé entre la société civile et l'Etat. Le culte qui l'entoura marquait la distance nouvelle entre « eux » et « nous », pour reprendre l'expression de Herzen. Le décembrisme n'est pas une péripétie, mais le premier événement

d'un phénomène séculaire, doué d'unité, la « révolution russe ».

Nicolas installé, il restait à l'Etat russe à suivre et, autant qu'il le pouvait, à perfectionner la voie bureaucratique. Puisqu'il ne pouvait pas compter sur la société civile, Nicolas voulait au moins faire un *Rechtsstaat*. D'où les deux tâches auxquelles il se consacra : une meilleure définition de la loi et, pour l'appliquer, une amélioration de l'administration.

A la première est attaché le nom de Speranski. Malgré la difficulté de déterminer ce qui en régime despotique est ou n'est pas loi, il rassembla en quarante-cinq volumes la plupart des monuments législatifs de l'histoire russe. Deux ans plus tard paraissait (1832) une collection plus brève où les lois en vigueur étaient rangées par ordre systématique. Dans ce digeste, Speranski réussit à introduire des dispositions et des concepts plus ou moins adaptés de l'exemple occidental. Ainsi les conditions d'une économie de marché, c'est-à-dire la garantie de la propriété privée et des contrats, font leur entrée dans le droit russe. L'esprit bureaucratique exige que les droits et les devoirs soient clairement fixés et les catégories de citoyens peu nombreuses et partout les mêmes. Visant à l'uniformité de la loi et de l'administration, le digeste établissait cette uniformité dans la Russie elle-même. Tout imparfait qu'il fut, il joua le rôle d'un code jusqu'à la fin de l'ancien régime et, en cela, il ouvrait une nouvelle époque. Il répondait à une idée générale de légalité, de permanence, de régularité qui se diffusa très vite dans la société russe et marqua une distance entre son gouvernement et les régimes orientaux.

L'administration fut resserrée plutôt qu'améliorée. L'innovation la plus sensible fut la fameuse *III^e Section*, ou police d'Etat. Celle-ci était aussi vieille que l'Etat russe. Dans l'esprit de Nicolas, elle répondait au désir de mettre un frein à la corruption et à l'arbitraire administratif, au besoin de suppléer par la sur-

veillance de ses agents à l'absence de liberté et de publicité. Le rôle que tient la presse en Occident est fatalement dévolu, dans ce genre de régime, à la police. A elle de redresser les torts. Les rapports que nous avons conservés montrent en effet un souci du bien public et l'amour du petit peuple. Mais cet arbitraire légal, au lieu de corriger l'arbitraire illégal de l'administration, le justifiait et le contaminait.

Paresseuse et corrompue, certes l'administration provinciale l'était au plus haut degré. Le remède fut de centraliser le désordre. Les dossiers s'empilèrent sur les tables de la capitale. La corruption devint alors un moyen de mettre quelque jeu dans les rouages d'une machine que la centralisation bloquait et le népotisme, un moyen d'humaniser les relations entre administration et administrés. Le *tchinovnik* commence sous Nicolas sa carrière littéraire [1]. Ne soyons pas dupes pourtant de la satire de Gogol. Les écrivains en opposant le fonctionnaire idéal, altruiste et désintéressé, au fonctionnaire réel tombent dans la même utopie bureaucratique que le gouvernement. Dans les conditions de la Russie, l'administration est sans doute la meilleure possible. Elle s'instruit. Pour accéder aux échelons supérieurs, il faut être passé par l'Université. Si chétif et mal dégrossi que soit l'humble clerc de Gogol et de Dostoïevski, de quelle hauteur domine-t-il son administré ! La grande machine tourne mieux que jamais. Mais pour quoi faire ?

Pour développer le pays selon la ligne pétrovienne, en imitant l'Occident pour le rattraper et le dépasser. Or il y avait le verrou paysan.

Les paysans appartenaient à des seigneurs privés (vingt-deux millions en 1858) ou à l'Etat (dix-neuf millions). La nature du régime rendait plus facile en prin-

1. *Tchinovnik :* littéralement membre du *Tchine* ou *table des rangs* qui hiérarchisait le personnel de service depuis Pierre le Grand. Fonctionnaire.

cipe l'action sur les paysans d'Etat. On réorganisa d'abord le réseau administratif qui les avait sous sa tutelle, de façon à les « forcer à être libres ». Puis on tenta des améliorations agricoles. Les paysans restèrent passifs, se désintéressèrent, parfois remuèrent. Il n'était pas possible d'établir en Russie un secteur libre à côté d'un secteur resté serf, ni de changer en un endroit les relations entre les hommes si elles restaient ailleurs ce qu'elles étaient. Passé un certain temps elles se rétablissaient au niveau inférieur. C'était le vieux dilemme pétrovien : « Faire que l'esclave, tout en restant esclave, agît consciemment et librement. » Le servage interdisait la voie bureaucratique vers la liberté. Le supprimer, alors ? Nicolas en voyait bien l'avantage. Mais si le paysan russe est émancipé du propriétaire, comment assurer sa tutelle ? Laisser le paysan s'administrer lui-même serait contraire à l'esprit du régime, à l'ordre russe. Le délit le plus fréquent en vertu duquel il est puni n'est-il pas le *samovolie*, qu'on peut traduire autonomie ou libre arbitre ? Et le carcan brisé, n'aurait-on pas immédiatement le soulèvement *(bunt)* et Pougatchev ? Enfin il aurait fallu que la noblesse collaborât à sa dépossession soit par intérêt économique, soit pour des motifs moraux. Mais économiquement, le servage se porte bien et la noblesse provinciale se montre sur ce sujet beaucoup moins généreuse que la bureaucratie d'Etat. On pouvait espérer associer à l'œuvre d'émancipation la noblesse éclairée, au nom de la morale humaine et chrétienne. Mais ceci eût supposé la cicatrisation du décembrisme. Les arguments humanitaires pouvaient être retournés contre le gouvernement et même contre le régime. On ne fit donc rien, ou presque rien. Le servage russe, plus intact et plus complet que le servage autrichien et prussien, avait suffi en 1812 aux besoins de la victoire. La crise n'apparut qu'avec la guerre de Crimée, un demi-siècle trop tard. La modernisation dut se faire

dans une Europe plus forte, moins pacifique que celle de Metternich, et dans un consensus social affaibli. Décalage fatal que la Russie ne surmonta jamais. Le malaise entre l'Etat et la Société, c'est-à-dire la noblesse, en était une des causes. Son aggravation en fut la conséquence.

La noblesse russe était une classe de service. Ce qui fait le noble ce n'est ni l'ancienneté de la famille, ni le pouvoir local, ni la richesse, encore moins les libertés, c'est le service de l'Etat. Or, il se produit au début du XIX^e^ siècle une double évolution. La noblesse se lasse de servir. L'Etat se lasse de demander à la noblesse son service et recrute ses fonctionnaires dans un milieu subalterne, fils de popes et petits clercs, plus souples, plus aptes au travail routinier. Au moment où la noblesse prend du service une conception plus élevée, pratiquement ce service devient inutile à l'Etat qui maintenant fonctionne d'une manière quasi autonome. Il en résulte un ressentiment très amer. L'idéal de service de la noblesse est maintenant en suspens. Il tend à s'infléchir et à s'adresser moins à l'Etat qu'à la nation russe. Il peut aussi s'investir sur ce qui n'est ni l'Etat ni la noblesse, mais sur ce qui leur est le plus radicalement étranger, la notion mythique de peuple.

A cette dérive contribuait puissamment le système d'éducation. Avec le service, l'autre critère de définition de la noblesse était l'ensemble des manières de vivre et des savoirs particuliers qui séparaient le gentilhomme russe du reste de la population. Pour le peuple, le noble n'est pas seulement le titulaire d'un rang, mais aussi l'homme habillé à l'allemande, européanisé. L'éducation avait été imposée par l'Etat à sa noblesse dans un but utilitaire. Il voulait disposer d'une classe de service suffisamment qualifiée pour faire bonne figure dans la compétition européenne. Mais pour atteindre ce but et pour répondre à des

besoins sociaux plus complexes, l'éducation s'est diversifiée. Au manuel de l'artilleur et du gradé d'infanterie s'ajoute maintenant une certaine culture générale. En se servant de l'éducation occidentale pour satisfaire ses besoins techniques, le gouvernement crée un groupe dirigeant d'allure occidentale. Mais cette éducation fournit une nouvelle image de soi à la noblesse russe comme classe et au noble comme individu. De là des contradictions qui ne cessent de s'approfondir à mesure que s'étend le réseau de l'éducation d'Etat.

Le gouvernement ne pouvait laisser la noblesse se donner à elle-même ses propres institutions d'éducation. Cela eût favorisé un esprit de corps dont il ne voulait pas. Il se rendait compte que, dans son œuvre de modernisation, l'instruction publique était un moyen court, relativement bon marché et d'une grande efficacité. Il jeta donc sur la Russie un réseau de gymnases et supprima peu à peu les filières d'enseignement privé. D'enseignement primaire, il ne fut pas question. Le gouvernement qui ne voulait pas abolir le servage tant que le moujik n'aurait pas reçu quelque instruction, craignait l'instruction comme le véhicule des miasmes intellectuels les plus délétères. La Prusse, elle, avait compris que l'instruction des masses profite à la société mais aussi à l'Etat. Faute de l'avoir compris, faute de moyens, l'Etat russe laissa s'approfondir l'abîme qui séparait la « société », maintenant à peu près scolarisée, de la masse inculte. La première fut isolée dans une position précaire entre un Etat qui lui paraissait étranger et la masse qui l'était réellement. La seconde, cantonnée dans sa situation de tutelle, n'en pouvait sortir que par une catastrophique effraction.

Le gymnase, avec ses programmes substantiels, pleinement occidentalisés, sa quasi-gratuité, était une réalisation remarquable. Mais en abolissant les conditions, en coupant l'enfant de son milieu originaire, il nivèle et prépare une sorte de démocratie en vase clos. L'enfant est soumis à la pédagogie standardisée, à la

brutalité ambiante des relations humaines ; il est encaserné, mais non encadré ; il trouve le moyen de nouer des solidarités de substitut et de fabriquer une subculture contestataire. Dans les écoles s'accumule une pré-intelligentsia.

Pour l'Université, il en va plus gravement encore. Elle naît vraiment en Russie sous Nicolas Ier. Elle est une création d'en haut, sur modèle étranger, et ce modèle comportait l'octroi de l'autonomie. A mesure que s'accroît la différence entre l'ancienne école technique, où l'Etat puisait les techniciens dont il avait besoin, et l'Université qui dispense la culture générale, cette dernière devient de plus en plus rebelle au contrôle et réclame plus fort l'autonomie. L'ambition du souverain était d'élever l'Université russe jusqu'au niveau de Heidelberg ou de Tübingen. De fait, après 1830, elle peut leur être comparée. Mais dès lors elle ne peut plus fonctionner correctement. Elle est une république idéale, un corps étranger dans une société arriérée à laquelle elle ne peut ni finalement ne veut fournir les cadres dont elle a besoin. D'où ce dilemme : ou bien la Russie aurait des universités libres et vraies, comme en Occident, mais ce sont des établissements de luxe, inutiles sauf au prestige russe, fabricatrices d'inadaptés ; ou bien on les forcerait à entrer dans le cadre étatique, à former des fonctionnaires, à diffuser la propagande officielle, et cela reviendrait, le milieu russe étant ce qu'il est, à anéantir l'Université. Ce à quoi, l'ancien régime russe, à la différence du régime communiste, ne se résigna pas.

La question universitaire et scolaire touchait la société russe au point sensible de son autonomie culturelle. Or, c'est sous Nicolas Ier que la culture russe prend figure et se fixe dans des attitudes qu'elle ne quittera plus.

Contradictoire est la position du gouvernement. Dans sa pratique, il reste dans la ligne des Lumières et s'efforce de pousser administrativement la Russie vers

l'état contemporain de la civilisation européenne. Or en même temps il répand autoritairement une idéologie en pleine contradiction avec son action réelle. Elle met l'accent sur la différence essentielle, ontologique entre la Russie et l'Europe. Elle développe un messianisme de terre sainte. *Autocratie, Orthodoxie, Génie national :* la devise de l'Empire est promulguée.

« Dès le Moyen Age, écrit Pogodine [1], il y avait chez nous ce que l'Occident rechercha, lui, dans les temps modernes, ce qu'il n'a pas encore réussi à trouver à l'époque contemporaine et ce qu'il ne réussira vraisemblablement pas à trouver dans l'avenir. »

Dans le même temps que la Russie cherchait à égaler et à dépasser l'Occident, elle présentait son passé comme l'avenir de l'Europe. Tout cela sonnait faux. La pensée russe récusait le nationalisme officiel. Il n'est pas sûr qu'elle en ait dépassé les termes, ni cette fatale combinaison d'un modernisme technique avec un chauvinisme grossier, de l'imitation de l'Europe avec la haine de l'Europe. Mais qui pensait en Russie ?

La noblesse, ou plutôt une fraction modifiée de la noblesse. Libérée de ses devoirs envers l'Etat, la noblesse se constitue en classe de loisir. Jouissant d'une notable liberté civile, monopolisant l'instruction, logée, nourrie, servie à bon marché, disposant de beaucoup de temps, elle bénéficie de l'arriération du pays et peut constituer un milieu favorable à la vie intellectuelle. Ainsi pourra survenir, dans l'ordre culturel, le « miracle russe ». Mais la noblesse n'en profite pas tout entière. Au début du siècle, nous voyons quelques nobles qui s'occupent, pour leur malheur, des choses intellectuelles. Quarante ans plus tard, ceux qui mènent le jeu sont des intellectuels issus de la noblesse, mais déjà professionnels de la plume, du

1. Ecrivain officiel de la génération de 1830.

livre, de la revue. Ils sont groupés en « cercles », qui ont les idées pour principe de cohésion. Ils ont un public, fruit des progrès de l'instruction, du développement numérique de l'administration. A la fin du règne, l'*intelligentsia*, consciente de sa force, devient autonome par rapport à la noblesse dont elle est issue. C'est elle qui donne le ton, intègre les roturiers qui commencent leur ascension. Elle devient une classe sociale.

Mais corrélativement elle s'isole. Elle ne peut plus espérer agir sur le cours des choses. Celles-ci sont devenues inaccessibles et par conséquent haïssables. Il reste l'engagement des idées.

Ces idées, il est décevant de les étudier pour elles-mêmes. Elles viennent toutes d'Allemagne, parfois de France, voire même de vulgarisations françaises d'idées allemandes. De ce point de vue, la pensée russe est profondément subordonnée et provinciale. Ce qui chez elle est original est la déformation infligée à ces doctrines de l'Ouest, dont le contexte n'a rien à voir avec la réalité russe. Les mêmes schèmes intellectuels, du fait qu'ils servent à informer une expérience historique toute différente, reçoivent un autre sens. Mais du fait aussi qu'ils sont immédiatement appliqués à des tâches sociales jugées urgentes et qu'ils servent à formuler des programmes politiques, ils subissent une épouvantable simplification.

La pensée russe, en ces années, se développe dans une tension croissante, aiguillée par les deux grands scandales que sont l'injustice du servage, l'insignifiance de l'apport russe à la civilisation universelle. Peu à peu il va se former un schisme et s'il faut accepter les simplifications scolaires, deux camps : celui des slavophiles et celui des occidentalistes.

Ce qui met en branle le slavophilisme, c'est l'entrée en Russie du romantisme international, avec sa passion pour l'histoire, son sens des valeurs culturelles nationales et son élaboration philosophique allemande.

Pendant un demi-siècle, tout ce qui pense en Russie adhère passionnément et successivement à Schelling et à Hegel. Les slavophiles n'en ont probablement qu'une connaissance imparfaite. Mais pourquoi ce succès de l'idéalisme ? Le simple apprentissage intellectuel y conduisait, puisque l'Allemagne était en ce temps-là la fontaine de toute science. Il y avait des points communs entre la solitude des jeunes Russes qui faisaient alors leurs premières armes philosophiques et l'isolement de serre chaude des universités allemandes sous la domination napoléonienne. Mais, surtout, l'idéalisme leur offrait un cadre de pensée commode pour élaborer le nationalisme le plus pernicieux d'Europe. Il ne s'agit pas seulement d'une transposition aux Slaves du flambeau de l'Esprit qui avait été dévolu, par l'idéalisme, aux Germains.

Kireevski et Khomiakov visent plus haut encore. Se servant de l'idéalisme comme d'une grille, ce pour quoi le peu qu'ils en savent suffit largement, ils se mettent à lire les grands textes de la tradition théologique orientale. Ils opèrent un contact entre les parties les plus gnostiques de Schelling et les parties correspondantes de la patristique. Ils fabriquent ainsi une construction théologique nouvelle, qu'ils font passer, par un génial et inconscient contresens, pour la véritable tradition orthodoxe, par eux exhumée et exprimée.

L'Occident est anathémisé en bloc et soumis à la logique de perdition qui est celle, traditionnellement, des hérésies. La frustration nationale est ainsi effacée par la conviction de posséder la vraie foi, au prix d'une véritable théologie de l'anti-occidentalisme. De tous les nationalismes d'Europe, seul le Russe usera des armes du dogme et de la foi.

Rarement des hommes aussi honnêtes se sont mis dans une position aussi fausse que les slavophiles. Pleinement européanisés, cultivés, ils ont alimenté un durable courant de chauvinisme culturel. Amis du pro-

grès, ils ont posé, avec leur défense du *Mir* et de la communauté paysanne un des plus solides obstacles au progrès de la Russie [1]. Amoureux du passé, ils ont déformé et faussé l'histoire de leur pays. Libéraux, ils ont refusé les garanties légales du pouvoir absolu, préférant le vague de la bonne volonté mutuelle et le rêve d'une société « organique », ce qui revient à vouloir accomplir un programme politique par la renonciation à la politique. Et ces hommes qui abhorraient le jacobinisme, par cet anarchisme latent de leur doctrine, vont nourrir les doctrines radicales.

Cependant en Allemagne, Hegel a éclipsé Schelling, et quelques Russes emboîtent le pas. En Allemagne, il y eut un hégélianisme de droite et un hégélianisme de gauche. De même en Russie, mais faute d'effectifs, ce furent les mêmes hommes qui firent passer successivement les valeurs hégéliennes de la droite vers la gauche.

Belinski, Herzen, Bakounine deviennent ainsi occidentalistes, et bientôt socialistes.

Nationalistes, les Occidentalistes le sont autant que les slavophiles et au fond du cœur ils n'ont pas moins de haine jalouse pour l'Occident. C'est la logique de leur raisonnement qui les oriente vers l'Ouest. Le débat, au début, est religieux. Peu poètes, point mystiques, quelquefois athées, les occidentalistes défendent les droits de la pensée rationnelle. Symétriquement aux slavophiles, ils finissent par donner un contenu géographique et historique à la dichotomie foi-raison. Les voilà partisans d'une constitution et défenseurs de l'œuvre de Pierre. Les voilà adonnés aux lectures françaises, ce qui est un adieu à la spéculation allemande

1. Le *Mir* est l'assemblée de la communauté rurale. Cette institution était récente et d'origine fiscale. Sa fonction première, d'où dérivaient les autres, était de répartir l'assiette de l'impôt, et par conséquence, de répartir les terres en fonction de la dimension des ménages, par des partages périodiques.

et un retour aux Lumières, à la politique concrète. Mais ces lectures contiennent toutes les critiques que l'Occident n'a jamais manqué de se faire à soi-même et que les slavophiles, dans leur furie, avaient prises à la lettre. Ces lectures sont remplies de l'opposition entre le libéralisme et le socialisme, deux états sociaux dont la Russie n'a pas la moindre expérience. Or, par une répétition du mode de pensée géographique des slavophiles, Herzen est amené à identifier le libéralisme à l'Occident et le socialisme à la Russie. Idée extravagante, tout à fait gratuite et qui ne trouve à s'appuyer que sur le même point imaginaire qui servait de base sociale à la théologie slavophile, le *mir* et la communauté rurale. Voici donc fondée la version russe du socialisme européen, le populisme. Lui aussi nourrit un messianisme national.

Slavophilisme, populisme : faux pas initial de la jeune pensée russe, frères ennemis, fatals agents de destruction ; mais impuissants pour le moment à étouffer la jeune culture qui naît. En face de cette pensée incapable d'atteindre le réel, parce qu'elle-même est de peu de réalité, brille la première et la plus haute époque de la littérature russe. Dans le même temps, le grand décor de Pétersbourg s'achève, chant du cygne de l'urbanisme baroque, témoignage du rôle tout de même civilisateur de l'Etat russe, et que les slavophiles et populistes vouent d'avance au marais originel. « Je t'aime, création de Pierre », crie alors Pouchkine. Nul plus que lui n'est lucide sur les conditions précaires du développement de la culture en ce pays. Il sait qu'entre le peuple inculte et menaçant et la dure règle impériale, elle doit se contenter d'un espace réduit, accepter un ordre insatisfaisant, protecteur cependant et nécessaire à l'accomplissement des grands destins nationaux. Etranger au manichéisme, il est, ce libertin, un témoin de l'incarnation et de la bonté de la création. On s'étonne quelquefois que Pouchkine, plutôt que Tolstoï et Dostoïevski, soit tou-

jours porté par la conscience russe, à la place centrale. C'est qu'il était pour la Russie un talisman et elle l'aima comme d'un premier amour. Il était la preuve qu'en un homme, une œuvre, ses insurmontables contradictions avaient été un jour résolues. Les vieux couples d'opposition, Russie et Europe, Pouvoir et Révolte, Peuple et Culture élitaire en lui se résolvent avec harmonie. La jeunesse, le jeu, le vin, les femmes, le plaisir consonnent avec la dure nécessité de mourir, dans le chant le plus ailé qui s'éleva jamais sur la Russie. Le bonheur était donc possible en ce pays.

Pouchkine était la terre promise. Il fut le paradis perdu.

Défaite en Crimée, mort de Nicolas Ier : pour la première fois depuis Narva [1], le mode étatique de développement est mis en question. Associer la société à l'œuvre de l'Etat, mais comment, dans quelles limites, telle est la grande question qui ouvre l'époque des réformes. Mais elle ne cessera ensuite de se poser, sans jamais être résolue, jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Si l'on pense à la façon dont a été résolue aux Etats-Unis la question de l'esclavage, l'émancipation des paysans russes, sans guerre civile, sans prolétarisation brutale, semble un remarquable succès moral et humain. Mais ce n'est pas un succès économique. Le paysan paie sa libération trop cher et il reste prisonnier de la commune rurale.

L'Etat russe ne pouvait ruiner d'un seul coup sa noblesse en donnant toute la terre au paysan. Le Gouvernement se fit le banquier des deux parties. Il garantissait au propriétaire le montant du rachat des terres

1. Défaite que Pierre le Grand avait essuyée devant le jeune Charles XII, qui disposait pourtant de bien moins de troupes. Mais à la bataille suivante, celui-ci attiré dans les profondeurs de l'espace russe fut submergé sous le nombre à Poltava en 1709.

remises aux paysans, et se remboursait en prélevant chaque année sur ceux-ci une fraction de ce montant. Malheureusement, celui-ci est fixé à un taux plus élevé que le prix courant de la terre, ou bien, dans d'autres régions, la portion de terre remise au paysan est considérablement moins étendue que celle qu'il cultivait avant l'émancipation. Le paysan fut amèrement déçu. Mais la déception morale, en le fixant sur une injustice, l'empêchait de voir le plus grave : l'impasse économique. Soit en effet qu'il ait été rançonné personnellement, soit qu'il ait été spolié d'une partie de la terre qu'il estimait devoir lui revenir, la liberté du moujik est grevée de charges trop lourdes pour qu'il en profite économiquement. Surfaces rognées, prélèvement lourd, instruction élémentaire absente : une hypothèque est levée sur la question agraire mais une autre s'abat sur la question agricole. Plus fatalement encore, l'individualisme économique est condamné par le maintien et le renforcement de la commune rurale. Les terres ne sont pas distribuées à chaque famille, elles sont remises à la commune qui devient une unité administrative autonome, et qui redistribue périodiquement les terres au prorata des besoins et des dimensions de chaque famille. Celle-ci ne peut se retirer de la commune. Délivrée de la tutelle seigneuriale, elle tombait dans celle renforcée de la commune. L'attention publique se porta sur les reliquats assez importants de l'ancien servage, mais du nouveau, du servage communal, elle ne parla point. Il y avait bien quelques esprits lucides qui comprenaient qu'il était plus profitable de soutenir la propriété privée, de favoriser l'initiative du riche et de l'habile, fût-ce aux dépens du faible et du pauvre. Mais l'opinion conservatrice considérait l'autonomie comme un mal en soi. Les slavophiles haïssaient l'individualisme bourgeois. Sur la commune, les révolutionnaires bâtissaient leur utopie socialiste. Le gouvernement pensait en termes de tutelle. Tous s'entendaient pour bloquer la société

paysanne dans une mentalité infantile et un genre de vie archaïque.

L'abolition du servage était sans doute la condition nécessaire au développement de l'industrialisation. Mais les auteurs de la réforme ne la souhaitaient pas. Au mieux, ils lui étaient indifférents. La réforme était taillée pour la retarder. En effet le marché offert par la paysannerie était amoindri par les charges qui pesaient sur elle. Au moins une massive émigration vers la ville aurait pu favoriser la naissance d'un prolétariat industriel. Au lieu, la réforme gêne l'émigration, attache une énorme masse de paysans à des lots de terre économiquement insuffisants, dont ils peuvent difficilement abandonner la propriété. D'autre part, l'abondance d'une main-d'œuvre à bon marché rend passablement inutile l'innovation technologique. Même si le seigneur russe avait montré autant d'intérêt pour la modernisation que le Junker prussien, elle lui était techniquement moins facile et économiquement moins utile.

De tous ces faits les économistes et notamment les économistes populistes révolutionnaires étaient parfaitement conscients. Ils en tiraient la conclusion que la demande paysanne ainsi réduite ne pourrait constituer un débouché pour une industrie dont les effets seraient simplement prolétarisants, sans aucun gain de richesse publique. De quoi, vivant dans la haine de l'industrie et l'attente du soulèvement paysan, ils se réjouissaient fort.

Mais ils se trompaient et refusaient de voir la considérable croissance qui se déroulait sous leurs yeux. Nous n'avons pas à décrire celle-ci en détail. Ce qui caractérise le modèle russe de croissance c'est la recherche du substitut aux facteurs normaux du marché, qui assuraient la croissance en Occident mais qui manquent dans les conditions russes. Le marché n'était pas en Russie la cause du développement industriel : il en fut un effet tardif. C'est pour raison d'Etat

que les premiers grands équipements furent mis en place et d'abord les plus urgents, les chemins de fer. Raison d'Etat qui était celle de Pierre le Grand : donner à l'Etat russe les moyens de mener la politique d'une grande puissance avec les ressources limitées d'un pays sous-développé.

Si profond que soit le désaccord qui les oppose, cette ambition est commune au gouvernement et à l'ensemble de l'opinion publique. Mais la Russie étant ce qu'elle était, les moyens employés par le gouvernement pour satisfaire cette opinion ne peuvent qu'aggraver la situation du peuple et aliéner davantage l'opinion publique qui lui reprochera tour à tour le caractère insupportable des procédés et l'insuffisance des résultats.

La précarité de l'équilibre éclata lors de la sérieuse famine de 1891, la dernière de l'Ancien Régime. Les paysans, trop pressurés par l'Etat, étaient à la merci d'une mauvaise récolte et quand elle survint, tout sembla tomber en pièces. La solution, conforme au modèle historique russe, consista à continuer dans la même direction, mais en aggravant la coercition et en recourant encore davantage à la contrainte étatique. Tel fut le système du grand ministre Witte, qui écrivait :

« La Russie est un empire. Pour le maintenir, l'Etat doit prendre en main les autres secteurs de la vie nationale. »

A la fin du siècle, les deux tiers des dépenses gouvernementales étaient injectées dans le développement économique du pays. Ainsi le facteur stratégique qui commanda le *take off* des années 90 fut le changement de politique. La peur de l'industrialisation fait place à l'industrialomanie. De ce fait, le problème paysan changea de signification. Il ne fallait pas accroître la demande paysanne afin d'élargir le marché, il fallait la réduire encore de façon à dégager pour l'investisse-

ment une part plus grande du produit national. La politique budgétaire fut donc le substitut effectif à la déficience du marché interne et son principe fut de prélever une part plus importante du produit et non de prendre les mesures nécessaires pour augmenter ce produit.

L'effort se porta essentiellement sur l'industrie lourde. Le reste fut abandonné à lui-même. Les entrepreneurs sont peu nombreux, leur pratique commerciale attardée, leur moralité lâche. La main-d'œuvre, arrachée à la campagne, est ignorante, déprimée par le nouveau cadre de vie, volontiers alcoolique, terriblement absentéiste, rebelle à la discipline industrielle. En revanche la Russie, comme tout pays retardataire, pouvait emprunter la technologie la plus avancée, construire un appareil industriel encore inférieur en volume, mais plus parfait. L'introduction de la technologie avancée était donc un substitut au travail insuffisant en qualité et en quantité. L'innovation technologique n'était pas motivée par une élévation du prix de la main-d'œuvre, comme c'était le cas en Occident. Elle n'était qu'un moyen pour neutraliser la mauvaise qualité de la main-d'œuvre, tout en répondant aux exigences de l'Etat et en assurant un taux élevé de croissance. Cela explique la dimension énorme des installations industrielles russes. La technologie s'y appliquait mieux. L'Etat préférait avoir affaire à des unités importantes. Enfin, la rareté du personnel de direction qualifié est compensée par l'échelle qui permet à un *management* squelettique de gérer un maximum de matière industrielle. La grande dimension est donc elle aussi un substitut.

Aucun pays d'Europe ne se développa aussi vite que la Russie en ces années. Mais aucun n'avait connu des tensions aussi graves. Comme son coût pesait essentiellement sur la paysannerie, l'industrialisation était une menace pour la stabilité politique, pourtant indispensable à la continuité du progrès. L'ensemble était

fragile. Après quelques années, le fardeau se faisant trop lourd, l'essor se ralentit et mourut. La stagnation s'établit autour de 1900. Les paysans réglèrent leurs comptes, avec quelques années de retard, dans le formidable ébranlement de 1905.

En 1905, l'Etat n'eut pas à subir que l'assaut des moujiks. Aussi redoutable fut l'assaut des intellectuels.

Revenons en 1861 et voyons naître ceux que, dès 1819, Joseph de Maistre appelait prophétiquement les « Pougatchev d'Université ».

A la veille des réformes, un certain consensus semblait s'être établi en Russie. L'occidentalisme avait rallié la jeunesse et gagné l'opinion éclairée. En s'étendant, il s'était éloigné de ses sources allemandes. Le socialisme, la philosophie des Lumières ressuscitée sous une forme matérialiste, scientiste, positiviste, l'emportait sur le vieil idéalisme. L'élite (et parmi elle l'élite dirigeante) admettait qu'il fallait abolir le servage, assouplir la censure, asseoir la justice sur les maximes du monde civilisé. Alexandre II était prêt à accepter ce programme que les réformes voulurent faire passer dans les faits.

Or, ce furent ces réformes, et surtout la plus passionnément souhaitée et attendue, la réforme agraire, qui provoquèrent un schisme fatal entre un camp devenu révolutionnaire et un camp devenu réactionnaire. Les libéraux, c'est-à-dire les occidentalistes modérés, qui hier étaient la majorité, furent éliminés.

Le moment dangereux pour un régime autoritaire est celui où il entreprend de se réformer. Cette remarque de Tocqueville s'applique à Alexandre comme à Louis XVI. Incapable de satisfaire à des revendications chaque mois nouvelles et plus radicales, il fut très vite débordé par la surenchère de gauche, vomi par l'intelligentsia, rejeté vers la droite. A l'intérieur même de l'intelligentsia un tri s'opéra. Ceux qui hési-

taient à suivre le mouvement furent taxés de réaction et vilipendés comme alliés objectifs du gouvernement. La vie intellectuelle, jusqu'ici nuancée, subit un grossier reclassement. En 1862, chacun dut choisir son camp. Ou bien on acceptait les réformes, même en les critiquant, en demandant leur élargissement et on était censé avoir opté pour la réaction, autrement dit le mal moral et l'erreur ; ou bien on les rejetait en bloc et on était admis dans les légions du bien révolutionnaire et dans le parti de la vérité scientifique. Il convient de remarquer que ce procès tocquevillien de polarisation, au contraire de celui de la Révolution française, s'effectua alors que l'Etat était solide et sans prise du pouvoir. Il produisit cependant tous ses effets, mais en vase clos, comme un feu qui couve. C'est la révolution de 1917 qui donna rétrospectivement une importance énorme à ces militants et doctrinaires infimes qui, sans cet événement, n'eussent pas été admis par leur propre mérite à l'existence historique.

Le populisme se développa dans deux directions distinctes. La première trouve son terme dans la formation d'une petite élite de militants révolutionnaires entraînés. En 1862, on jetait quelques tracts sur les perrons de Pétersbourg. Quatre ans plus tard on tirait déjà sur le tsar. Nous n'avons pas à retracer le *romancero* populiste, depuis le mouvement « Au peuple » jusqu'à la bombe meurtrière de 1881 qui, en tuant Alexandre II, bloqua la Russie pour un quart de siècle, comme le décembrisme l'avait, pour un quart de siècle, bloquée. L'important est l'apparition d'un nouveau type d'hommes qui, par un entraînement approprié, ont réussi à politiser entièrement leur vie, et à surmonter les interdits moraux qui pouvaient décourager d'avance les moyens criminels de la Révolution. L'important c'est aussi la naissance d'un parti comme *Zemlia i Volia*. Un parti organisé hiérarchiquement, clandestin à ses propres militants, dans lequel on entre

comme en religion, dont les débats imitent le style des débats scientifiques, c'était en Europe une nouveauté absolue. Le *Parti* : telle fut l'unique mais considérable contribution de la Russie aux formations politiques de l'Europe moderne.

Mais, indépendamment de cette pointe engagée, le populisme se diffusa lentement dans la culture russe, jusqu'à former un nouveau consensus intellectuel, une vulgate. Le populisme a réussi à imposer au public sa forme particulière d'iconoclasme : l'œuvre d'art doit être jugée selon un critère d'utilité politique. D'un seul coup les peintres mirent leur pinceaux au service du peuple. Des mélodies populaires s'insinuèrent dans l'opéra. Les historiens cessèrent d'étudier les institutions de l'Etat russe pour se concentrer sur l'économie rurale, les formes populaires d'association. La poésie qui en Russie n'avait jamais été sans primesaut, esprit cavalier, fut étouffée par l'esprit de sérieux. Le roman lui-même fut envahi. La paysannerie, encore discrète dans *Guerre et Paix*, fait une entrée en force dans *Anna Karénine*, submerge tout dans *Résurrection*. Pesant et intolérant fut le nouveau conformisme. Dominant la plupart des journaux, contrôlant la jeunesse, il put mettre en quarantaine Tourgueniev pour ses bonnes manières et son libéralisme, Leskov et Tioutchev parce qu'ils étaient chrétiens et ne faisaient pas de politique, Soloviev parce qu'il n'était pas scientiste, Rosanov parce qu'il n'était pas pédant, Dostoïevski parce qu'il existait. Même Tolstoï fut dénoncé pour psychologisme. A la fin du siècle, la culture russe, si magnifiquement commencée, était comme ensablée. Les grands écrivains étaient morts et leurs œuvres avaient un cours souterrain.

Toutefois, l'armature doctrinale du populisme se transforma peu à peu. Nos Russes commencent à découvrir la critique conjuguée du libéralisme et du capitalisme sous sa forme marxiste. Ce qui menace la Russie ce n'est pas seulement le leurre libéral, mais

plus gravement l'instauration d'un système économique qui ruinerait à tout jamais la commune rurale, l'association spontanée des producteurs et par conséquent la mythologie populiste. Voici un docteur en capitalisme qui offre le moyen d'éviter ce mal suprême. *Le Capital* fut traduit en russe dès 1872. Il fut lu d'abord comme un manuel d'anti-industrialisme. Pour les populistes, c'était la preuve qu'il fallait se dépêcher de prendre le pouvoir avant que le capitalisme ne s'installe. Ce fut un des arguments des terroristes de la *Narodnaia Volia*. Mais dix ans plus tard, les terroristes étaient pendus et le capitalisme bel et bien installé. Alors *Le Capital* fut lu comme un manuel d'industrialisme et Marx comme le plus brillant apologiste du capitalisme libéral. L'accent est mis sur le déterminisme économique interprété dans un sens positiviste. C'était, sous un nouveau vêtement, la main invisible des économistes libéraux. Le chef du parti cadet (libéral), Milioukov, finissait par argumenter à la marxiste pour vaincre les différents conservatismes de droite et de gauche. Certains cercles du ministère des Finances, soucieux de modernisation économique, n'étaient pas loin d'en faire autant. Les choses en étaient là lorsqu'éclata la révolution de 1905.

La révolution de 1905 relança soudainement un vieil enjeu : celui des rapports entre l'Etat et la « société », au sens où les historiens russes usaient de ce mot, c'est-à-dire la partie de la nation assez instruite pour prétendre à une conscience et même à une participation politiques. Une nouvelle distribution du pouvoir s'instaura en effet, sanctionnée par une constitution, une représentation politique, la libération à peu près complète de tous les moyens d'expression. Les quelque dix années qui lui restent à vivre sont les plus riches de l'ancien régime et certainement les plus heureuses de l'histoire russe. Comment en profitèrent les principaux acteurs ?